

# « Pourquoi je démissionne »

Stéphane Gatignon, maire emblématique de Sevrans (Seine-Saint-Denis), jette l'éponge, « usé par le mépris envers les banlieues ».

PROPOS RECUEILLIS PAR  
CAROLE STERLÉ

**LE MAIRE** écologiste (UDE) de Sevrans (Seine-Saint-Denis), Stéphane Gatignon, a annoncé hier en conseil municipal sa démission. Lui qui avait entamé une grève de la faim devant l'Assemblée en 2012 pour obtenir des aides de l'Etat, réclamé des casques bleus pour rétablir le calme dans sa ville et milité pour la légalisation du cannabis, n'achèvera pas son troisième mandat. Usé, il dénonce un « mépris de l'Etat pour les banlieues ».

**Pourquoi démissionnez-vous ?**

**STÉPHANE GATIGNON.** Je quitte mon poste après dix-sept ans d'une fonction que j'ai prise à bras-le-corps, qui m'a passionnée, où j'ai essayé de tout donner. Mais je ressens de la fatigue, de l'usure par rapport aux blocages qui viennent d'en haut. J'ai parfois l'impression de me battre contre des moulins à vent ! Et j'en ai marre de jouer la mouche du coche, que dans les ministères les gens regardent leurs chaussures en me voyant arriver. La banlieue est utile pour sortir des champions, pour gagner des médailles et faire la fête sur les Champs-Élysées. Pour le reste, je constate un mépris pour la classe populaire qu'on fait passer pour la classe dangereuse.

**On vous sent très amer...**

Je ne veux pas être amer. Tout ce que j'ai fait, c'est parce que j'aime la banlieue, je viens de la ZUP d'Argenteuil (Val-d'Oise). Je n'ai pas fait tout bien, mais je l'ai fait du mieux possible. Comme maire, on est démuné par rapport au chômage, aux fins de mois difficiles. Or la seule alternative que l'Etat nous laisse, c'est de remettre du logement social de base, ça veut dire qu'on ne veut pas casser le ghetto. On a besoin de

mixité, générationnelle, économique, pas de ghettoïsation sociale. Il faut remettre les moyens dans l'école, la police. On ne demande pas la lune : juste l'équité en banlieue.

**Pourtant, Sevrans a bénéficié de gros projets de rénovation urbaine, deux gares du futur Grand Paris Express, et même cet inattendu projet de vague de surf. Ce n'est pas rien...**

Oui, plein de choses ont marché. On a réussi à refaire tous les équipements sportifs, les écoles, on a recréé des dynamiques associatives, culturelles, on a remis de la nature en ville... Mais quand j'ai été élu, il y avait 113 policiers. Dix-sept ans après, ils sont 80. La PSQ (police de sécurité du quoti-

**“ ON NE DEMANDE PAS LA LUNE : JUSTE L'ÉQUITÉ EN BANLIEUE ”**



Sevrans (Seine-Saint-Denis), hier. Stéphane Gatignon a quitté son poste de maire, qu'il occupait depuis 17 ans.

dien) apportera des effectifs de plus mais ça ne règlera pas tout. L'appel de Grigny des maires de banlieue n'aura servi à rien ?

On est tous très inquiets, j'espère que le rapport Borloo sera fort, en rupture avec ce qui s'est fait précédemment pour la banlieue. Mais sans volonté de l'Etat, ça ne servira à rien. Aujourd'hui, on a surtout des non-arbitrages. C'est ici que vivent les populations les plus adaptées au « nouveau monde » : les habitants sont jeunes, cosmopolites, ancrés sur les nouvelles technologies, le système D, et libéraux. Macron a une chance pour porter cela, on verra s'il prend des mesures fortes ou si tout ça accouche d'une souris.

**Un conseil présidentiel de personnalités de banlieue a pourtant été réuni par l'Élysée...**

Mais sans aucun responsable de

club de foot. Alors que c'est grâce à eux si ce n'est pas le bordel en banlieue. Quel gâchis.

**Quel événement vous a convaincu d'arrêter ?**

Ma décision s'est entérinée après la « mosquée Daech » (NDLR : fréquentée en 2014 par plusieurs jeunes de la ville partis ensuite en Syrie). C'est comme ça que tout le monde appelait cette salle de prière à Sevrans, à cause des propos inquiétants qui y étaient tenus. Quand on a été alertés par les fidèles, on a prévenu l'Etat. Mais après il a été dit que l'Etat n'avait jamais discuté avec nous ! J'ai ressenti un abandon.

**Vous arrêtez la politique ?**

Comment le pourrais-je ? Je vais prendre du recul mais continuer à aider le nouveau maire pour que les projets en cours aillent au bout. Si l'Etat joue le jeu, dans dix ans, il y aura un milliard d'investissements à Sevrans, donc il faut y aller.

## L'inquiétude des élus et des associations

**COMME** un ultime coup de gueule. La démission de Stéphane Gatignon, c'est un coup de projecteur sur une inquiétude qui s'exprime en coulisses : celle des élus et responsables associatifs de banlieues. « Ils sont paniqués », souffle un très bon connaisseur du dossier.

Dans la foulée de l'appel de Grigny en octobre, où les maires des quartiers populaires avaient clamé leur colère, le discours d'Emmanuel Macron à Tourcoing, mi-novembre, comme la mission confiée à Jean-Louis Borloo, avaient suscité l'espoir. Et là... « On a besoin de savoir comment ça se traduit concrètement. On est dans l'attente et la perplexité, confie l'ancienne secrétaire d'Etat à la Ville et maire de Vaulx-en-Velin, Hélène Geoffroy. Il faut dire avec force que l'avenir de la France se joue aussi dans les quartiers populaires. » Thibault Renaudin, secrétaire général de l'Association

de la fondation étudiante pour la ville (AFEV), prévient : « On a besoin d'énergie et de signaux. Si nous, les acteurs des collectivités territoriales, les associations, on perd... On sait qui gagne... »

Un rendez-vous, manqué, a alimenté les craintes : une réunion organisée le 15 mars, au ministère de la Cohésion des territoires, autour de Jacques Mézard. Elus et responsables d'associations y présentaient leurs travaux, lancés après le discours de Tourcoing. « Un fiasco complet », selon un participant, qui dézingue : « Mézard est arrivé avec une heure de retard. On n'a senti aucun enthousiasme. Il avait l'air de s'embêter. » Le ministre assure au contraire qu'il connaît « leurs problèmes au quotidien ». « Je sais que les maires des quartiers difficiles sont inquiets et à juste titre », nous confie-t-il. Il n'empêche. D'autres participants ce soir-là déplo-

rent « un manque d'envie, de mobilisation. Une humiliation ».

### LE RAPPORT BORLOO SUR LES BANLIEUES TRÈS ATTENDU

Ils ont eu l'impression d'un match « rural versus politique de la ville » au profit... des campagnes. En cause, la multiplication des messages adressés au monde rural par le ministre Mézard, élu du Cantal, et par un Macron soucieux de se défaire de son image de président des villes. « C'est un mauvais procès. Je n'opposerai jamais les élus des territoires fragiles aux territoires ruraux. Ce n'est pas en opposant les uns aux autres qu'on obtiendra plus », jure Mézard, visiblement agacé par la polémique.

La pression monte, car le collectif élus-associations dévoilera ses propositions dans les prochaines semaines, tandis que Jean-Louis Borloo remettra

son rapport. « Il est respecté et crédible. Il apparaît un peu comme le sauveur pour ne pas dire le Messie », dit le député François Pupponi. Ses propositions sont donc attendues. Comme la façon dont le gouvernement s'en saisira. C'est alors, dit Thibault Renaudin, que l'on pourra savoir si le président est en cohérence avec ce qu'il a dit.

« Ils peuvent en avoir l'assurance », jure l'Elysée, qui assure qu'un « travail de fond » a été mené, et met en avant la création (en catimini) d'un conseil présidentiel pour la ville et l'expérimentation des emplois francs. Macron et Borloo, dont certains parlent comme d'un « ministre bis », doivent se voir bientôt. Après avoir missionné l'ancien ministre de la Ville, difficile qu'il n'en sorte rien... Réponse vers mi-avril, donc. Beaucoup y voient « un rendez-vous de confiance ».

PAULINE THÉVENAUD (AVEC MARC LONAZZI)